

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 07/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST

La Rabelais
44680 Chaumes-en-Retz
Références : N1-2023-714-rapport
Code AIOT : 0006303933

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Bel Air - La Livaudais 44750 Campbon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à l'information, par l'exploitant, que le remblaiement de site avec des déchets inertes avait commencé alors que le porter à connaissance concernant ce projet de modification n'a pas encore été instruit.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Bel Air - La Livaudais 44750 Campbon
- Code AIOT : 0006303933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de roches massives est autorisée par arrêté préfectoral du 26/01/2010 pour une durée de 15 ans.

Après extraction à l'explosif, les matériaux sont traités au sein d'un concasseur mobile, par campagnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- apports de déchets inertes,
- surveillance environnementale (eaux souterraines et superficielles, bruit, tirs de mines)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Apports de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 14	/	Sans objet
2	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet
3	Document préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
4	Vérification des apports de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
7	Fonctionnement du séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 22	/	Sans objet
10	Vibrations liées aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 12-4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Préservation de la mare à tritons	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 5-3	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 6-12	/	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 6-9	/	Sans objet
9	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 9-7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas autorisé à recevoir des déchets inertes pour le remblaiement des excavations. Par ailleurs, la procédure d'acceptation mise en place sur le site ne permet pas à l'exploitant de s'assurer que les déchets ne proviennent pas d'un site contaminé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Apports de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le remblaiement du site avec des matériaux extérieurs au site est interdit.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que la petite excavation située au nord du site a été partiellement remblayée. L'exploitant a indiqué que le remblaiement avait été réalisé avec des déchets inertes extérieurs. L'exploitant a transmis à la préfecture le 13/04/2023 un porter à connaissance relatif à la modification de la remise en état du site, intégrant l'acceptation de déchets inertes extérieurs pour le remblaiement partiel des excavations. Dans l'attente de l'instruction de ce porter à connaissance, l'exploitant doit cesser les opérations de remblaiement sur le site avec des matériaux extérieurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la procédure était basée sur l'examen d'un document préalablement rempli en ligne par le producteur de déchets. L'impression du document ne permet pas de déterminer comment la personne qui a examiné le document s'est assurée que le chantier n'était pas contaminé. En effet, aucune information sur le type de chantier ou son environnement ne figure sur le document. Par ailleurs, il a été constaté que certains chantiers n'utilisaient pas la déclaration préalable (DAP) en ligne. Dans ce cas, une DAP est complétée à la bascule. Cependant, il a été constaté qu'aucune information n'était indiquée permettant d'identifier des chantiers potentiellement pollués et aucune question complémentaire n'est demandée par l'agent de bascule. L'exploitant n'a donc pas démontré qu'il s'assurait que les déchets apportés sur le site étaient

effectivement non dangereux et inertes.
Observations : Il est rappelé que la consultation de Géorisques, Basias et Basol n'est pas suffisante dans la mesure où ces bases sont limitées aux installations ICPE (pas d'information sur les risques de contaminations hors ICPE ou illégales ou anciennes) et que l'ensemble des installations ICPE ne sont pas répertoriés (notamment installations soumises à déclaration ou cessation d'activité ancienne).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Document préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable [...] Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : Lors de la visite, il a été demandé de consulter le document préalable relatif au chantier du port méthanier de Montoir. Il n'a pas été possible de consulter ce document lors de la visite. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le document préalable relatif à ce chantier. Il doit s'organiser pour permettre la consultation des DAP lors des visites d'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des apports de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation de déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une vérification du dessus du chargement était réalisée à la bascule, à l'arrivée du camion sur le site. Il a indiqué que le deuxième contrôle visuel était réalisé lors de la mise en remblai. Le deuxième contrôle visuel doit être réalisé au moment du déchargement des déchets apportés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Préservation de la mare à tritons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les parcelles ZI 75 (pour partie) et 76 ne doivent pas être exploitées sur 7400 m2, selon le plan annexé au présent arrêté :

<ul style="list-style-type: none"> - les extractions de matériaux y sont interdites, - une bande de 10 mètres doit subsister entre la mare à tritons et la limite d'extraction, - l'utilisation du bassin à tritons comme premier bassin de décantation est interdite, - le bassin à tritons doit être maintenu en eau, - le comblement du bassin à tritons est interdit, - les aménagements paysagers qui existent doivent être conservés, - aucune activité d'exploitation n'y est autorisée, - seuls des travaux d'entretien de cet espace sont permis sous réserve des dispositions des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que le remblaiement partiel de la petite excavation au nord du site évite la mare à tritons. Cette dernière est en eau, avec un niveau qui semble assez bas compte-tenu de la végétation présente sur les bords.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 6-12
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les paramètres visés à l'article 6-6 ci-dessus, doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau des points de rejet dans les fossés périphériques.
Constats : Les rapports des mesures de rejets d'eaux de surface pour les prélèvements réalisés en 2021 et 2022 (SGS) ont été consultés. Les analyses réalisées en 2021 et 2022 ont été réalisées à partir de prélèvements faits sur 24 heures. Les paramètres mesurés sont les paramètres demandés et les résultats respectent les valeurs limites de l'arrêté préfectoral. Cependant, ces mesures sont réalisées au niveau du point de rejet principal. Aucune mesure n'est réalisée au niveau du point de rejet associé au bassin à tritons (pompage lorsque le bassin atteint un niveau haut d'eau).
Observations : Une mesure de rejet semestrielle doit également être réalisée au niveau de ce point de rejet, si un rejet d'eau est constaté. L'absence de rejet devra faire l'objet d'une traçabilité.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Fonctionnement du séparateur à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. L'efficacité de ce dispositif doit permettre d'obtenir des rejets qui présentent une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l selon la norme NFT 90 114 et une concentration en MEST inférieure à 35 mg/l selon la norme NFT 90 105.
Constats : Suite à la visite, l'exploitant a transmis le résultat des dernières mesures réalisées en sortie du séparateur à hydrocarbures (prélèvement du 28/03/2023 – SGS). Le résultat en hydrocarbures est inférieur à la limite de détection et donc à la valeur limite. Cependant, le résultat en MEST est de 117 mg/l (valeur limite = 35 mg/l) et le rapport précise que la canalisation de rejet a dû être dégagée pour permettre le prélèvement.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il avait programmé le nettoyage du séparateur à hydrocarbures en juillet et qu'il réaliserait de nouvelles mesures à la suite.

Ces mesures seront transmises à l'inspection des installations classées. L'exploitant devra veiller à réaliser un entretien a minima annuel du séparateur à hydrocarbures . L' analyse du rejet devra être réalisé à distance de cet entretien (à l'exception de celui réalisé suite au dépassement de valeur limite).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 6-9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau piézométrique de la nappe doit être contrôlé semestriellement par le suivi des huit puits dont l'emplacement est reporté sur le plan qui figure à la page 147 de l'étude d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P1, "Bel Air", - P3, "La Livaudais", - P4, "Le Grand-Pas", - P6, "La Gourandais", - P10, "Les Clos", - P14, "La Livaudais", - P20, "Tragouët", - P21, "Terre Neuve". <p>Les eaux souterraines sont prélevées au moins une fois par an dans les six puits utilisés pour la consommation d'eau potable (P4, P10, P14, P17, P18 et P21). Les valeurs suivantes sont analysées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH - température - MEST - DCO - hydrocarbures - conductivité - oxygène dissous - chlorures - phosphates - nitrates - ammonium. <p>Constats : Le rapport de suivi des eaux souterraines, pour les prélèvements réalisés du 18 au 19/10/2022 (SGS) a été consulté. Ce rapport comporte l'historique des niveaux piézométriques relevés semestriellement depuis le 22/10/2020 au niveau de 10 puits : P1, P3, P4, P6, P10, P14, P20, P21, P22, P24. La représentation graphique commence en 2016. Elle ne montre pas d'évolution particulière, à l'exception des variations saisonnières. Le rapport comporte également le résultat des analyses sur les prélèvements réalisés sur les puits P4, P10, P14, P6 (qui remplace P17), P20 (qui remplace P18) et P21. Les analyses sont annuelles, réalisées en période de basses eaux, et les paramètres mesurés sont les paramètres prévus.</p> <p>Observations : Une représentation graphique des résultats d'analyses de la qualité des eaux souterraines serait utile pour permettre leur interprétation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 9-7
--

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores et des valeurs d'émergence doit être effectué dès l'ouverture de la carrière puis au moins une fois par an, avec au moins une mesure pendant les périodes de concassage ou de foration, par un organisme compétent et indépendant, Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.
Constats : Le rapport de mesures acoustiques de 2022 (Etudes Conseil Environnement) a été consulté. Les mesures ont été réalisées le 08/12/2022 selon la méthode d'expertise au niveau de 5 points en zone d'émergence réglementée (ZER) et 3 points en limite de site. Les mesures ont été réalisées pendant une période de concassage. Les niveaux d'émergence et les niveaux en limite de site respectent les valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vibrations liées aux tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 12-4
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors des tirs de mines, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires. Les tirs de mine ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
Constats : Lors de la <u>visite réalisée le 10/07/2020</u> , il avait été constaté que 4 tirs de mines avaient été à l'origine d'une surpression acoustique supérieure ou égale à 125 dBL. <u>Constats du 23/06/2023 :</u> L'exploitant a indiqué que 4 tirs de mines avaient été réalisés en 2022 et 3 tirs en 2023, jusqu'à présent. Les résultats des mesures de vibration solidienne et de surpression acoustique ont été examinés par sondage : <ul style="list-style-type: none"> tir du 06/10/2022 : v_{max} = 1.7 mm/s, P_{max} = 117 dBL tir du 21/03/2023 : v_{max} = 1.5 mm/s, P_{max} = 120 dBL tir du 16/04/2023 : v_{max} = 1 mm/s, P_{max} = 106 dBL Pour les tirs des 21/03 et 16/04/2023, les indications de sortie de l'un des appareils ne comportent pas d'indication de mesure de la surpression acoustique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet